

MONDE  
LIBÉRATION

# La fièvre est retombée au sud de l'Albanie

L'agitation calmée, les politiques tentent de reprendre les rênes du pays.

Vlora *en vedette spéciale*

Un incendie albanais s'est éteint comme il avait pris. Soudainement. Feu de paille d'autant plus bref qu'il fut intense. Dans les villes frondeuses, il ne reste du brasier que des cendres, des bâtiments officiels aux façades roussies, des carcasses de banques aux coffres éventrés, des squelettes de casernes, ravagés par les flammes, vidés de toutes leurs armes et, incrustés dans la chaussée, là où les émeutiers avaient dressé leurs barricades, les anneaux noirs des pneus brûlés. Hors des stigmates du coup de sang, l'Albanie a replongé dans l'apathie fataliste des pays trop pauvres, le calme plat à la limite de la morosité. Certes, la nuit venue, quelques rafales de balles traçantes illuminent le ciel. Signe de désespoir plus que de révolte. La jacquerie a tourné court.

**Chant du cygne.** Sur les places des cites rebelles du Sud, les assemblées de citoyens s'effiloquent. « Nous allons reconstruire le commissariat et augmenter la solde des militaires pour qu'ils reprennent le travail », Argon Shehu, vice-maire de Vlora

des quais, rançonne les candidats à un hypothétique départ. Les commerçants montent la garde aux portes de leur boutiques pour dissuader les jeunes rodeurs. Les partis d'opposition sont déjà installés dans les fauteuils ministériels du gouvernement d'unité nationale, formé à la hâte

pour étouffer les dernières braises. Chacun pour soi et nul ne semble prêt à marcher sur la capitale. Tirana respire à nouveau au rythme anémisé d'une sous-préfecture de province. L'étincelle s'est consumée sans avoir embrasé la plaine.

**Fortunes solides.** A Vlora, comme dans les villes voisines, les notables s'attellent à reconstituer un embryon de pouvoir local. Aux côtés des responsables des formations politiques, siègent inmanquablement médecins, professeurs, mais surtout quelques fortunes solides et le commandant militaire de la région. Ils forment la véritable ossature des comités de salut public. Aussi, leurs priorités ne correspondent-elles pas forcément aux intérêts immédiats des émeutiers quand leurs ambitions sont rarement révolutionnaires. Et ce, malgré la présence, à la tête du Comité, du porte-parole des petits épargnants, floués par l'effondrement des pyramides spéculatives. Derrière un discours parfois très radical contre « la dictature de Sali Berisha », les tenants du pragmatisme règnent en maîtres.

Leur première victoire aura été de transférer à la police le contrôle des barrages aux entrées de la commune. « Nous allons reconstruire le commissariat et augmenter la solde des militaires pour qu'ils reprennent le travail », précise Argon Shehu, le vice-maire de Vlora, membre du parti présidentiel passé au service du Comité, « toutes les forces politiques sont conscientes de l'importance d'un consensus pour ramener l'ordre dans la ville. La situation est catastrophique. Rien ne fonction-

ne et il y a beaucoup d'armes que les gens refusent de rendre ». Une tentative de coup de force des partisans du chef de l'Etat relancerait immanquablement les hostilités, « voire même une véritable guerre civile entre le Nord et le Sud ». Mais Argon Shehu estime cette hypothèse bien improbable. « Le véritable pouvoir est désormais entre les mains du gouvernement d'union nationale. Le président Berisha n'est en place que pour assurer une transition en douceur jusqu'aux élections législatives prévues pour juin. D'ici là, les comités veilleront au grain ».

**Craintes.** Les communistes, puissants dans le Sud et dominants dans le nouveau gouvernement, ne ménagent pas leurs efforts pour refroidir les ardeurs des comités à exiger la démission du chef de l'Etat. Outre qu'ils préféreraient mener, dans trois mois, une campagne électorale contre un président discrédité plutôt que d'avoir à affronter un Parti démocratique renoué, les dirigeants du Parti socialiste craignent par-dessus tout qu'arrivés au pouvoir, portés par un mouvement insurrectionnel, ils puissent en être chassés un jour de la même façon. D'autant que les émeutiers étaient issus en proportion égale des rangs démocrates ou des bataillons communistes.

« Tout ce gâchis aurait pu être évité si le Président avait discuté avec les gens », assure Suela, une juriste de 24 ans, déçue par l'attitude arrogante du chef de l'Etat. « Sali Berisha s'est comporté comme le chef des clans du Nord, pas comme le président du pays, s'emporte-t-elle, quand les problèmes ont commencé à Vlora, il a refusé de venir dans notre

ville, la traitant de bastion rouge. Alors, comment explique-t-il que Vlora ait élu un maire et des députés démocrates aux élections? A moins de dire qu'ils ont triché ». Or, malgré les nombreuses irrégularités qui ont entaché les dernières consultations au plan national, Suela jure que la majorité de ses concitoyens a voté librement en faveur de la formation présidentielle. « Pour une raison simple, explique-t-elle, le Parti démocratique a fait toute sa campagne en expliquant que les communistes fermentaient les compagnes d'investissement pyramidales. Ici, depuis cinq ans, tout le monde ne vivait que des revenus de ces placements. Ils ont misé encore des années, après leur victoire, ils ont misé encore des années ».

**Goutte d'eau.** Lors du début de l'année, les principales pyramides financières ont commencé à s'effondrer, la population de Vlora a crié à la trahison, bientôt rejointe par la plupart des villes du Sud, les plus touchées par la catastrophe. « Nous nous sommes tournés vers le gouvernement qui a fait la sourde oreille », souligne Mondli, jeune militant du Parti démocratique, au sein même de notre formation, les responsables se sont adressés à Berisha, mais il n'a rien voulu entendre et a envoyé ici la police secrète. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Comme les gens avaient tout perdu et qu'ils ne pouvaient plus espérer obtenir des compensations du pouvoir, ils se sont rebouffés comme ils pouvaient. Maintenant qu'il n'y a plus rien à piller, ils sont rentrés chez eux. Et si personne ne vient les titiller, ils n'en sortiront plus. La politique, au fond, ce n'est pas leur problème. Ils doivent penser à leur survie. Sans argent facile et sans travail en Albanie, il ne leur reste qu'à émigrer. Aujourd'hui, leur objectif, c'est la Grèce ou l'Italie. Pas Tirana ».

DIIDIER FRANCOIS



## L'Italie redoute l'afflux des réfugiés

L'état d'urgence a été décrété.

Rome de notre correspondant  
Le gouvernement italien vient de déclarer l'état d'urgence pour parer au flot de 2000 boat people albanais qui chaque jour atteint les côtes des Pouilles. A Bari et à Brindisi, les principaux ports du talon de la botte, toutes sortes de bateaux sont arrivés ces derniers jours en provenance d'Albanie. L'accueil des réfugiés se déroule jusqu'ici sans inconvénient majeur. Un dispositif a été mis en place qui repose également sur les associations humanitaires. Rien à voir avec l'improvisation et l'irresponsabilité dont firent preuve les pouvoirs publics en 1991, quand, après la chute du régime communiste de Tirana, 25 000 réfugiés se ruèrent en quelques heures vers les côtes italiennes. Des images d'apocalypse effacées par la mécanique relativement huilée qui permet aujourd'hui d'accueillir les 10 000 réfugiés déjà présents dans des camps des Pouilles, mais aussi dans des régions plus au nord.

Toutefois, en dépit de la rhétorique officielle qui rappelle les liens historiques avec l'Albanie et parle de communauté de

destin entre les deux pays, l'inquiétude grandit au sein de la population. Et le gouvernement italien est manifestement dans l'embarras. « Plus jamais d'Albanais, ici! », crient devant les caméras de télévision les habitants des petites villes du Nord où avait atterri, au début des années 90, la première vague d'immigration massive.

Les habitants font état de la montée de la délinquance, de l'explosion de la prostitution, des vols, d'agressions et même de meurtres. Et chacun égrène son chapelet de violences, d'ignominies dont des Albanais auraient été les immanquables responsables. En fait, il semble que les Italiens n'aient pas trop ces Albanais, pauvres, mal habillés et mal nourris, qui leur rappellent tant les immigrés du Sud des années 50. On aime l'Albanie comme dépendance et terre de conquête: 600 « chefs d'entreprise » italiens y ont implanté des usines, attirés par les bas salaires. Bon nombre d'entre eux ont quitté le pays, quelques-uns sont restés en se payant des milices. Ils risquent de tout perdre.



Dans le port de Brindisi, des réfugiés albanais sont encadrés par la police italienne après leur arrivée à bord d'un bateau de pêche, hier.

Pour rassurer l'opinion, le gouvernement a doublé les contrôles de police. Deux cents réfugiés ont été gardés sous étroite surveillance avant d'être rapatriés cette nuit par avion: sur eux pèse le soupçon d'être membres du milieu organisé, d'être évadés de la prison de Tirana ou tout simplement d'avoir eu déjà des problèmes avec la justice alba-

naise. Le gouvernement a décidé, par ailleurs, que tous les réfugiés ne pourront pas rester sur le territoire plus que quatre-vingt-dix jours. Dès le retour à la normale, ils seront reconduits. Selon le ministère de l'Intérieur en effet, depuis deux ou trois jours, on est revenu au flot habituel des réfugiés économiques, pour la plupart des

jeunes. De l'autre côté de l'Adriatique, le milieu organisé a repris le contrôle des ports et des départs vers l'Italie. Les magistrats antimafia redoutent l'alliance entre la criminalité organisée des deux pays. L'Albanie deviendrait alors « une sorte de Colombie dans la Méditerranée », a déclaré le procureur Cataldo Motta. On comprend pourquoi le gou-

vernement italien voudrait voir l'Albanie rapidement remise debout. L'histoire aussi de faire oublier ses atterrissements et ses erreurs diplomatiques, comme le soutien sans faille à Sali Berisha, nommé même il y a dix jours par le président Oscar Luigi Scalfaro « grand chevalier de la République italienne ».

EDOUARD MIR